

ST HERBLAIN

4 Rue Duguay Trouin

BP 70279

44800 ST HERBLAIN

Tél : +336 48 33 39 88

Mél : louis-vincent.desmares@bureauveritas.com

N° affaire : 23805300_1-9EIEFQN

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :****Opération : 44/NANTES ECN BATIMENT B RENOV****1 RUE DE LA NOE****44300 NANTES****Destinataire :**

Rectorat Académie de Nantes

Sébastien L'HULLIER

8, rue du général Margueritte

44326 Nantes cedex 03

Plan Général de Coordination**P.G.C.****Opération de catégorie : 1****Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
03/04/2025	Rev0	Création PGC phase PRO	Louis-vincent DESMARES

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	15
3.2.4. Signalisation	15
3.2.5. Stationnements	16
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	16
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	19
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier	19
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	20
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
4.1. Définition des séquences d'interventions	21
4.2. Analyse de risques	28
4.3. Co-activités et protections collectives	50
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	50
4.3.2. Déplacement de protection collective	51
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	52
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	52
4.4. Equipement de levage	52
4.4.1. Autorisation de survol	52
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	52
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	53

4.5.1. Approvisionnements et stockage	53
4.5.2. Travaux superposés	53
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	53
4.5.4. Protection contre le bruit	53
4.5.5. Protection contre l'incendie	53
4.5.6. Travaux en hauteur	54
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	54
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	54
4.6. Moyens communs	55
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	55
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	55
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	55
4.6.4. Protection des accès – Auvents	55
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	56
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	57
5.1. Stockages sur le chantier	57
5.2. Nettoyage	57
5.3. Enlèvement des déchets	57
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	57
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	58
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	58
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	59
6.1. Déclarations particulières	59
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	59
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	60
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	60
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	60
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	61
6.7. Cas particulier	61
7. ORGANISATION DES SECOURS	62
7.1. Téléphone de secours	62
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	62
7.3. Travail isolé	62
7.4. Procédure d'organisation des secours	62
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	62
7.6. Point de rencontre secours	62
7.7. Modèle de fiche de secours	63
8. CISSCT	64
8.1. Objectifs du CISSCT	64
8.2. Constitution du CISSCT	64
8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.	64
8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T.	64
ANNEXES AU P.G.C.	65

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Réalisation**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'Oeuvre : PRO transmis le 28/02/2025 (plans, cctp, planning, PIC)
 - Réunion 14/11/25
 - Prédiagnostic amiante avant travaux référencé 4834686 en date du 13/11/24 établi par QUALICONSLT IMMOBILIER : présence d'amiante.
- Des investigations complémentaires sont à faire réaliser (voir page 6 du DAAT).
- diagnostic plomb avant travaux en date du 27/06/24 établi par QUALICONSLT IMMOBILIER

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération consiste en la rénovation du bâtiment B à l'école Centrale de NANTES

Le présent projet est situé dans un site en fonctionnement.

L'activité du site sera maintenue tout au long des travaux, au pourtour de l'emprise du projet.

Les travaux devront donc intégrer ses contraintes en termes de croisement de flux, d'installation de chantier, et de coactivité.

Caractéristiques principales du bâtiment :

- Bâtiment en R+1 sans sous-sol.
- Bâtiment de structure béton armé (poteaux, plancher béton)
- Façade en murs ossatures bois
- Toiture terrasse étanché

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O

Mode de passation des marchés : lots séparés,

Type de marchés : privés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 21 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 12

Phasage des travaux: suivant planning joint au DCE

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 14 lots (hors sous-traitants)

N°01 - DESAMIANPAGE - DEMOLITION
N°02 - GROS OEUVRE-DEMOLITION

N°03 - FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE

N°04 - ETANCHEITE

N°05 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

N°06 - METALLERIE

N°07 - MENUISERIES INTERIEURES

N°08 - CLOISONS SECHES - ISOLATION

N°09 - FAUX PLAFONDS

N°10 - REVETEMENTS DE SOLS ET FAIENCE

N°11 - PEINTURE

N°12 - ASCENSEUR

N°13 - CHAUFFAGE-VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE

N°14 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 à 30 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Rectorat Académie de Nantes	8, rue du général Margueritte 44326 Nantes cedex 03	sebastien.l-hullier@ac-nantes.fr	Sébastien L'HULLIER
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	4 rue Duguay Trouin - 44800 SAINT-HERBLAIN 44807 SAINT HERBLAIN	06 48 33 39 88 louis-vincent.desmares@bureauveritas.com	M. DESMARES
CARSAT	CARSAT	2, place de Bretagne 44932 NANTES Cedex 9	prevention@carsat-pl.fr	-
DREETS	DREETS	Unité Territoriale de LOIREATLANTIQUE - 1A boulevard de Berlin - CS 32421 44047 NANTES CEDEX01	ddets-uc3@loire-atlantique.gouv.fr	-
Maîtrise d'œuvre	FABER	35, Boulevard de la Liberté 35220 Châteaubourg	p.ancelin@faber.archi	M. ANCELIN
OPC	GOTEC	1 rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	06 66 19 56 48 tony.lelievre@gotec.fr	M. LELIEVRE
OPPBTP	OPPBTP	Parc d'affaires Exapole - 275, boulevard Marcel Paul Bâtiment D - 1er étage 44821 Saint-Herblain Cedex	nantes@oppbtp.fr	-

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Suivant CCAP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Prédiagnostic amiante avant travaux référencé 4834686 en date du 13/11/24 établi par QUALICONSULT IMMOBILIER : présence d'amiante.

Des investigations complémentaires sont à faire réaliser (voir page 6 du DAAT).

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès au site par le 1, rue de la Noë à NANTES.

Présence d'un portail à l'entrée du site avec gardien de 6h à 20h.

Le portail est ouvert de 7h à 18h30 en accès "libre" sur présentation d'un badge ou inscription à l'accueil en tant que visiteur.

Possibilité d'autoriser l'accès aux entreprises en dehors de ces horaires ou ponctuellement le samedi sur demande : faire la demande en amont à l'établissement.

L'activité du site se poursuit durant l'exécution du projet et ne doit pas subir de nuisance de la part du chantier.

- Toute occupation des voies du site est interdite
- Toute emprise hors zone dédiée est interdite
- Toute intrusion et circulation dans l'établissement hors zones dédiées et sans autorisation sont interdites.

La zone dédiée au projet sera clôturée pour assurer l'indépendance des travaux et éliminer / limiter les croisements et circulations communes avec l'exploitation.

- La zone des travaux du bâtiment B est totalement indépendante
- La base vie / stationnements et stockages seront réalisés dans la zone.
- Aucune emprise ni activité hors des zones clôturées définies au PPIC du MOE joint au DCE ne doit se faire sans accord préalable du responsable du site via une fiche de demande d'autorisation.

Un plan d'installation de chantier doit être établi par l'entreprise de Gros oeuvre en s'inspirant des dispositions indiquées au Plan de Principe d'Installation de chantier porté au DCE.

Afin d'assurer la sécurité des piétons se trouvant à proximité du chantier le titulaire du lot GROS OEUVRE devra la mise en place au niveau de la voie d'accès, une signalisation des travaux (présence travaux, limitation vitesse, passage protégé, etc...)

Voirie du chantier (véhicules et piétons)

L'exécution des voies primaires de circulation pour le chantier est à la charge du lot GROS OEUVRE qui doit la réalisation d'un empiérement provisoire des accès.

Les emprises des stationnements, de la base vie, des zones de stockage et de livraison, des circulations secondaires exprimées au Plan de Principe d'Installation de chantier sont à la charge du lot GO.

L'ensemble des voies et plateforme seront à réaliser avant la phase désamiantage.

Une signalisation destinée à prévenir les usagers de la route de l'entrée et de la sortie de chantier doit être mise en place et maintenue pour la durée du chantier par le lot GO.

L'entretien de la structure des voiries est à la charge du lot GROS OEUVRE par sa réalisation pour la durée du chantier qui en doit également le nettoyage superficiel durant sa période d'activité.

Le phasage des travaux du lot GROS OEUVRE doit permettre d'éviter les interactions et emprises sur les voies de circulation du chantier en période de second oeuvre.

Le terrassement des plateformes comprendra une largeur empierrée et compactée de 3,00ml minimum par le lot GO

La portance et finition sera constituée afin de permettre la circulation et l'installation des grues(plateforme sud), des échafaudages et nacelle en façades.

Les accès au bâtiment seront aménagés par le lot gros oeuvre, ces aménagements doivent également permettre l'usage de matériels roulants tels que chariots et brouettes pour limiter la manutention manuelle.

Assainissement

Le lot GROS OEUVRE doit la réalisation d'une antenne à terminer par un regard au droit du cantonnement. Les réseaux provisoires (EU et EP) nécessaires à l'assainissement des aires de sol, à l'évacuation des E.U. et eaux-vannes en provenance des installations de chantier (bureaux, sanitaires, ...) sont réalisés et entretenus par l'entreprise de Terrassement.

En l'absence de réseau EU ou d'impossibilité de raccordement, le présent lot doit le terrassement pour installer une fosse étanche fournie par le lot GROS OEUVRE afin de mettre en fonction les sanitaires de chantier.

Alimentation en eau potable

Le lot Gros oeuvre doit le branchement provisoire de l'amenée d'eau, au droit du cantonnement avec vanne d'arrêt située dans un regard. Le réseau de distribution d'eau potable pour l'alimentation des points définis sur le plan d'installation de chantier est réalisé par l'entreprise de Plomberie (prévoir 1 point d'eau à chaque niveau) les canalisations seront suffisamment protégées pour éviter tout risque de gel, d'écrasement ou de choc mécanique.

Les consommations d'eau sont imputées au compte prorata.

Installation électrique du chantier

La réalisation, l'entretien et la pose du réseau de distribution d'énergie électrique depuis le branchement au réseau du concessionnaire jusqu'à l'armoire principale de chantier (armoire et ses équipements inclus) sont effectués par l'entreprise de Gros oeuvre.

Cette installation doit pouvoir recevoir un réseau basse tension alimentant des tableaux pour les installations suivantes :

- Grues
- Bureaux
- Sanitaires de chantier
- Cantonnements
- Eclairages des zones de circulation et stockages
- Armoire de chantier

Des fourreaux seront installés en phase terrassement pour permettre le passage des câbles de distribution et éviter ainsi leur détérioration.

Alimentation générale pour obtenir la puissance nécessaire au fonctionnement des grues et autres équipements de chantier (plateforme élévatrice...) à faire installer par le lot gros oeuvre quelle que soit la position et distance du point de raccordement, la prestation comprend tous les poteaux et câble nécessaire.

Contrôle électrique de toutes les installations réalisées à assurer et PV à diffuser.

Les locaux de la base vie seront raccordées par le lot gros oeuvre.

Distribution réalisée par coffrets étanches et protégés à chaque niveau de chaque bâtiment par le lot électricité à l'avancement. Les câbles d'alimentation seront protégés.

Toute installation doit être contrôlée par une personne qualifiée et compétente à la charge du lot assurant l'installation. Un contrôle est à assurer :

- A la création de l'installation
- A chaque modification / extension

Les rapports de contrôle doivent être sans réserve

Equipement des niveaux

A partir des points de raccordements laissés en attente à proximité des bâtiments ou des installations communes, la réalisation des réseaux de distribution et d'éclairage, leur entretien et leur dépose est à la charge du lot électricité

La fourniture et l'entretien des coffrets électriques de chantier sont à la charge du lot électricité. Les utilisateurs doivent se brancher sur les prises extérieures.

Tout branchement à l'intérieur des armoires est interdit ; chaque armoire comportera au moins une prise 32 A. L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier incombe à chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution doivent, pour toutes les entreprises être du type H07RNF et avoir une longueur inférieure ou égal à 25m.

Les coffrets doivent être équipés d'un dispositif de protection différentielle de 30mA et bouton d'arrêt d'urgence.

La circulation des câbles d'alimentation sera organisée pour éviter leur pose au sol (incorporation ou par gaine technique à privilégier).

L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

L'éclairage des zones et voies de circulation (intérieures et extérieures) communes sera réalisé conformément aux dispositions réglementaires de sécurité par le lot électricité. Cet éclairage sera réalisé au démarrage.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

La clôture du chantier sera réalisée au démarrage par le lot GROS OEUVRE.

Le lot GROS OEUVRE assurera la mise en place d'une clôture en périphérie du projet par grilles « type héras ».

La fourniture, le déplacement éventuel, la mise en place définitive et la dépose des clôtures séparant la ou les zones de chantier de l'extérieur sont à la charge du lot gros oeuvre, dès le début des travaux jusqu'à la fin des travaux. Clôtures à installer stable et continue en périphérie de la totalité du projet

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer la parfaite stabilité et efficacité dans le temps des clôtures assurant l'indépendance du chantier.

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

L'entretien et les déplacements éventuels des clôtures sont à la charge de l'entreprise de Gros oeuvre.

Un affichage « Chantier interdit au public », « Port du casque obligatoire » est à poser sur la clôture, au droit de l'accès du chantier par l'entreprise de Gros oeuvre.

Un portail sera aménagé pour les accès véhicules et piétons. Ce portail devra être impérativement fermé hors des heures de travail, y compris par les entreprises de second oeuvre.

3.2.2. Accès

L'accès au chantier sera réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du

travail. La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages,

matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations. Une liste nominative du personnel de chaque entreprise doit

être tenue à jour sur le chantier, par chacune des entreprises. Cette liste doit être assortie de la mention de la formation initiale à la sécurité, dispensée par l'entrepreneur à chacun des salariés.

En complément chaque entreprise devra fournir des tenues au nom de l'entreprise et chaque compagnons aura l'obligation d'afficher sa carte professionnel du bâtiment afin de repérer les compagnons autorisés à pénétrer sur la chantier.

Un plan d'installation de chantier doit être établi par l'entreprise de gros oeuvre ; ce plan doit être mis à jour, si nécessaire, à l'avancement du chantier.

Accès au chantier : (A la charge du lot Gros oeuvre)

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le projet est dans un site occupé (présence d'étudiant) que la circulation de véhicules ou piétons est permanente sur les voies (intérieures et extérieures). Une signalisation routière conforme doit être prévue le lot gros oeuvre assurant son maintien et entretien jusqu'à la fin du chantier.

L'entreprise du Lot Gros oeuvre doivent prendre toutes disposition auprès des services concernés pour:

- La protection des équipements existants

Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, et / ou une interdiction de stationnement pendant toute la durée

du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules. (emprise à définir lors de l'établissement du plan

d'installation de chantier)

- Mise en place de la signalétique d'accès au chantier

- Si nécessaire le dévoiement et/ou la protection physique sur le trottoir des circulations piétonnes.

3.2.3. Circulations

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

La circulation doit être nivelée, compactée et empierrée sur une largeur minimum de 3,00 mètre par le lot GO.

Le compactage sera parfaitement réalisé pour éviter tout tassement et une finition empierrée évitera la boue sur 3,00ml minimum.

Le lot gros oeuvre mettra en place des platelages ou rampes sécurisés permettant la circulation piétonne aisée et l'usage de moyens de manutention roulants tels que diable et chariots.

L'entreprise de Gros oeuvre doit veiller à ce que les abords du bâtiment restent facilement accessibles, propres et que la circulation piétonne y soit aisée en privilégiant l'usage de la grue plutôt qu'un engin roulant (télescopique par exemple).

3.2.4. Signalisation

Circulations hors de l'emprise du chantier (Tout les corps d'état)

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- aux services de sécurité,
- aux piétons et aux véhicules,
- aux livraisons,

Cette obligation aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

Un poste de nettoyage des camions sera mis en place par l'entreprise.

Organisation du trafic extérieur

Les entreprises devront organiser le trafic des camions pour :

- l'évacuation des gravats,
- l'approvisionnement des matériels et matériaux,
- faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.
- maintenir les circulations routières et piétonnes pour l'ensemble des locaux

Signalisation et éclairage

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'OEuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS, le Maître d'OEuvre aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires.

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'OEuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini,

l'entrepreneur titulaire sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence

ou de celle de ses agents et ouvriers.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

La zone de stockage sera empierrée et balisée en périphérie par une protection physique .

Approvisionnement

Le lot Gros oeuvre puis le lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE doit organiser une zone de stationnement pour le déchargement des camions TCE..

Les entreprises doivent organiser leurs livraisons en tenant compte du flux de véhicules et piétons sur la voie publique.

Les entreprises prennent toutes les dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir :

- Informations des fournisseurs sur les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier,

- Les opérations de déchargement de matériaux ou de matériel ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du

chantier. Le survol du domaine public par une charge est interdit. L'entreprise de gros oeuvre doit prévoir éventuellement une demande d'autorisation de voirie si les approvisionnements par camion s'effectuent depuis la voie publique (empiétement des camions sur le domaine public). Si c'est le cas, l'autorisation de voirie doit être

valable pour toute la durée du chantier.

Organisation de chantier

Le lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE doit prévoir la mise à disposition de sa grue pour les approvisionnements du second oeuvre (surtout pour placo, menuiseries) avant démontage de celle-ci. Convention à établir.

Une travée sans FOB en façade devra être maintenu par le lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE pour permettre l'approvisionnement placo, menuiseries.

Le lot Gros oeuvre prévoira côté intérieur de la travée ouverte un dispositif type "barrière écluse" au rdc et au R+1 sur la coursive (étalement en dessous à prévoir)

Le lot CLOISONS SECHES - ISOLATION devra anticipé et palettisé ses approvisionnements avant la fermeture de cette travée.

Le lot gros oeuvre doit prévoir la mise à disposition des recettes à matériaux en sécurité collective pour les approvisionnements du second oeuvre.

Le lot Etanchéité devra prévoir la mise en place de sécurité collective provisoire en périphérie de toitures et les maintenir jusqu'à réception des équipements techniques des lots secondaires ou anticiper la pose des garde-corps définitifs.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Généralités

L'ensemble de l'installation électrique devra respecter notamment les prescriptions du Décret du 14.11.1988 et de la Norme NF C15100 (basse tension).

Cette installation doit être vérifiée par un organisme agréé ou une personne compétente à la charge du lot gros oeuvre pour l'installation primaire et raccordement des locaux communs de chantier dont il a la charge puis du lot électricité pour le contrôle de la distribution.

Prestations extérieures aux constructions

La réalisation, l'entretien et la pose du réseau de distribution d'énergie électrique depuis le branchement au réseau du concessionnaire jusqu'à l'armoire principale de chantier (armoire et ses équipements inclus) sont à la charge du lot Gros OEuvre.

Cette installation doit pouvoir recevoir un réseau basse tension alimentant des tableaux pour les installations suivantes :

- matériels de demolition
- Grues
- Bureaux de chantier
- Sanitaires de chantier
- Cantonnements
- Éclairage des zones de circulations et stockages
- Éclairage de secours
- Armoires de chantier

Équipement des bâtiments

A partir des points de raccordements laissés en attente à proximité des bâtiments ou des installations communes, la réalisation des réseaux de distribution et d'éclairage, leur entretien et leur dépose est à la charge de l'entreprise d'électricité.

La fourniture et l'entretien des armoires électriques de distribution sont à la charge de l'entreprise d'électricité ; celle-ci doit s'assurer du nombre et de la qualité de ces installations selon les modalités de la convention de gestion des dépenses d'intérêt commun .

Les utilisateurs doivent se brancher sur les prises extérieures. Tout branchement à l'intérieur des armoires est interdit

et doit être rendu impossible par condamnation; chaque armoire comporte au moins une prise 32 A.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier incombe à chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises être du type H07RNF et avoir une longueur inférieure ou égal à 25m.

Les armoires et les coffrets seront étanches et équipés d'un dispositif de protection différentielle de 30mA et d'un arrêt d'urgence.

L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

L'éclairage des zones et voies de circulation communes (intérieures et extérieures) sera réalisé conformément aux dispositions réglementaires de sécurité, par l'entreprise d'électricité.

Alimentation des locaux de chantiers:

Depuis le tableau de distribution générale de cantonnement, l'entreprise de gros oeuvre assure la réalisation et l'entretien de l'installation nécessaire à l'alimentation des locaux communs de chantier (bureaux de chantier, vestiaires, sanitaires).

L'entreprise de gros oeuvre a la charge du branchement et du contrôle des bungalows communs et mis à disposition du personnel.

Distribution d'eau

A la charge du lot Gros oeuvre , l'entreprise doit le branchement général d'eau, avec compteur, à amener à proximité du bâtiment.

L'entreprise du Lot Plomberie doit la distribution d'eau sur le chantier par un robinet de puisage à raison d'un robinet par zone de travail.

Assainissement

L'entreprise titulaire du lotgros oeuvre doit la réalisation d'une antenne à terminer par un regard au droit du cantonnement. Les réseaux provisoires (EU et EP) à partir des ouvrages nécessaires à l'assainissement des aires de sol, à l'évacuation des E.U. et eaux-vannes en provenance des installations de chantier (bureaux,

sanitaires, ...) sont réalisés et entretenus par l'entreprise de Gros OEuvre. L'installation sanitaire doit être raccordée aux réseaux pendant la durée des travaux tous corps d'état, y compris en cas de déplacement des installations.

Alimentation en eau potable

L'entreprise titulaire du lot Gros OEuvre doit le branchement provisoire de l'amenée d'eau, au droit du cantonnement avec le raccordement du sanitaire.

Le réseau de distribution d'eau potable est réalisé par l'entreprise du Lot Plomberie à l'avancement à raison d'un robinet par colonne et par niveau; les canalisations doivent être suffisamment protégées pour éviter tout risque de gel, d'écrasement ou de choc mécanique.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Les entreprises devront informer le lot Gros oeuvre et le Maître d'OEuvre de leurs effectifs prévisible (personnel féminin compris) pour le dimensionnement des installations communes de la base vie.

Installation du chantier

Le Maître d'ouvrage doit pour la base vie :

- Alimentation AEP
- Alimentation EDF
- Evacuation EU
- Voie d'accès à la base vie

Le lot Gros oeuvre doit organiser la position de la base vie et la circulation piétonne vers celle-ci pour qu'elle soit directement accessible depuis la voie site, sans traverser les zones de travaux ni être sous le survol de charges.

L'usage d'une partie du bâtiment ou de locaux à des fins de cantonnement devra faire l'objet d'une autorisation du Maître d'ouvrage, ces locaux doivent être conformes et conçus pour satisfaire à la réglementation (hygiène, éclairage, ventilation...)

Le Maître d'ouvrage et les entreprises doivent vérifier auprès de leur assurance de la couverture des risques en cours en cas de sinistre.

Sanitaires (à la charge de l'entreprise du lot Gros oeuvre)

L'entreprise doit la mise en place d'un bungalow sanitaire équipé de points d'eau avec température réglable (eaux chaude et froide), d'urinoirs, de WC et d'une douche pour l'ensemble du personnel (15 à 30 personnes).

Ce bungalow doit être éclairé, chauffé et nettoyé régulièrement.

Les dépenses d'entretien de ce sanitaire sont au titre du compte prorata.

Ce sanitaire doit rester jusqu'à la fin des travaux.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation

N.B. : Cette installation est à mettre en place en phase préparatoire

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau EU, l'installation sanitaire sera raccordée sur une fosse par le lot Gros OEuvre qui organisera les vidanges régulières.

Vestiaires commun à tous les lots (à la charge de l'entreprise Gros oeuvre)

Chaque entreprise intervenante (y compris sous-traitant) doit avoir à sa disposition un espace vestiaire équipé d'armoires métalliques à double compartiment, de chaises ou de bancs. Les vestiaires doivent être correctement éclairés et chauffés.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation

Réfectoire commun à tous les lots (à la charge de l'entreprise du lot Gros oeuvre)

L'entreprise de Gros OEuvre met à disposition du personnel Tout Corps d'Etat un local adapté et conforme à la réglementation.

Les repas sur le tas sont interdits

Ils comprennent des tables et chaises en nombre suffisant, d'un réfrigérateur, d'équipement pour réchauffer, d'un point d'eau potable (eau chaude/eau froide)

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci doit être effectué au moins une fois par jour par l'entreprise générale. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

Bureau de chantier / salle de réunion (à la charge de l'entreprise du lot Gros oeuvre)

Une salle doit être équipée de tables, chaises, panneaux d'affichage de plans, pour 30 personnes. (réunions de

CISSCT devant accueillir les responsable d'entreprise + ouvriers + organismes + equipe maitrise)

Ce local doit être éclairé, ventilé et chauffé.

Le nettoyage et l'entretien de ces locaux seront pris en charge suivant les modalités de gestion des dépenses d'intérêt commun.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise se charge du nettoyage de ses propres zones de travaux et de l'évacuation des déchets et des gravats jusqu'aux bennes à déchets

L'entreprise du lot Gros-oeuvre doit la mise en place de bennes pour l'évacuation des déchets et des gravats de l'ensemble des entreprises (hors lot désamiantage qui aura à sa charge ses intallations) ; le tri sélectif doit être mis en place.

En cas de manquement d'une ou de plusieurs entreprises, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise extérieure afin d'assurer le nettoyage du chantier, au frais de la ou des entreprises concernées.

Le brûlage des matériaux, déchets est strictement interdit sur le chantier.

Les activités de chacun seront organisées et aménagées en conséquence et un nettoyage complémentaire régulier sera aussi organisé.

Le lot GROS OEUVRE doit organiser une aire de lavage des bennes et toupies

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE-DEMOLITION** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,

- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE-DEMOLITION** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Accès	GROS OEUVRE-DEMOLITION	DESAMANTAGE - DEMOLITION	
Circulations	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Signalisation	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Stationnement	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Stockage	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Coffret électrique général	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	
Cantonnement	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	
PIC	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Protections collectives	GROS OEUVRE + ETANCHEITE +FOB enconcertation avec les autres lotsutilisateurs	GROS OEUVRE + ETANCHEITE +FOB enconcertation avec les autres lotsutilisateurs	
Accès hauteur communs	GROS OEUVRE-DEMOLITION et ETANCHEITE	GROS OEUVRE-DEMOLITION et ETANCHEITE	
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE PUIS TCE	GROS OEUVRE PUIS TCE	
Barrières éclose	GROS OEUVRE-DEMOLITION	GROS OEUVRE-DEMOLITION	
Echafaudage commun	FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE	FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE	
Tour escalier accès toiture	ETANCHEITE	ETANCHEITE	

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Préparation		DESAMIAANT AGE - DEMOLITION	Collision, heurt Engins et matériels Inflammation, explosion Engins et matériels Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Inhalation poussières Inhalation poussières Inhalation poussières Multi danger Travail en hauteur Travail isolé Amiante Contact électrique direct ou indirect	. . Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention Matériel homologué à jour des vérifications périodiques. Circulations Engins Électricité. . . Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. Clôture de zones Consignations avant tous travaux de démolition sciage et carotage Balisage de l'aire de travail en pied de façade . . pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement.. Respect des balisages mis en oeuvre. DICT à faire

<p>2 Infrastructure</p>		<p>GROS OEUVRE- DEMOLITION</p>	<p>Déplacement de plain-pied Environnement naturel Déplacement de plain-pied Collision, heurt Engins et matériels Collision, heurt Rupture, effondrement Multi danger Amiante Multi danger Contact électrique direct ou indirect</p>	<p>Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place.</p> <p>.</p> <p>Se reporter à l'analyse de risque correspondante. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied</p> <p>.</p> <p>MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGIN). ENGIN Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>DICT à faire</p>
<p>3 Elévation</p>		<p>GROS OEUVRE- DEMOLITION</p>	<p>Engins et matériels Engins et matériels Environnement naturel Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Collision, heurt Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Collision, heurt Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement Manutention manuelle Multi danger Travail en hauteur Travail en hauteur</p>	<p>Évolutions</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Électricité.</p> <p>.</p> <p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant</p> <p>.</p> <p>Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Protections collectives sur tous les</p>

				<p>planchersProtection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement.</p> <p>.</p> <p>Balisage de l'aire de travail en pied de façade</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>
		<p>FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE</p>	<p>Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Engins et matériels Engins et matériels Environnement naturel Collision, heurt Contraintes météorologiques Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats</p>	<p>.</p> <p>.</p> <p>Engins à jour des vérifications périodiques, personnel formé avec autorisation de conduite et CACES.</p> <p>.</p> <p>TMS.</p> <p>Évolutions</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés.Porter un gilet réfléchissant Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables.</p> <p>.</p> <p>Balisage</p>

<p>4 Clos couvert</p>		ETANCHEITE	<p>Engins et matériels Engins et matériels Environnement naturel Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Collision, heurt Contraintes météorologiques Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Collision, heurt Bactéries, virus, parasites Rupture, effondrement Manutention manuelle Travail en hauteur Produit inflammable</p>	<p>Évolutions</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Engins à jour des vérifications périodiques, personnel formé avec autorisation de conduite et CACES. Matériel homologué à jour des vérifications périodiques. Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure.</p> <p>.</p> <p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Balisage</p> <p>Pas de manutention pour des vitesses de vent supérieures à 50 k/h.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Coordination entre GO, charpentier et couvreur TMS.</p>
---	--	------------	--	--

		<p>FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE</p>	<p>Engins et matériels Environnement naturel Déplacement de plain-pied Contraintes météorologiques Chute et heurt avec charge en mouvement Contraintes météorologiques Manutention manuelle Collision, heurt Chute et heurt avec charge en mouvement Déplacement de plain-pied Collision, heurt Engins et matériels Engins et matériels</p>	<p>Évolutions</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. Pas de manutention pour des vitesses de vent supérieures à 50 k/h. TMS.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Matériel homologué à jour des vérifications périodiques.</p> <p>.</p>
		<p>MENUISERIE S EXTERIEUR ES ALUMINIUM</p>	<p>Déplacement de plain-pied Environnement naturel Contact électrique direct ou indirect Collision, heurt Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Manutention manuelle Travail en hauteur Travail en hauteur Engins et matériels</p>	<p>.</p> <p>.</p> <p>Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public.</p> <p>.</p> <p>Balisage de l'aire de travail en pied de façade TMS.</p> <p>Respect des protections collectives</p> <p>Évolutions</p>

		METALLERIE	Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Travail en hauteur Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement Collision, heurt Environnement naturel Engins et matériels	. Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. . TMS. Respect des protections collectives Balisage de l'aire de travail en pied de façade Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant . Évolutions
5 Second œuvre		ELECTRICITE et RESEAUX	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Chute et heurt avec charge en mouvement Environnement naturel Engins et matériels Collision, heurt Travail en hauteur	Consignations des réseaux avant démolition . . Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. . Évolutions Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Respect des protections collectives
		TCE	Inflammation, explosion	.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Préparation

DESAMIANPAGE - DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Engins et matériels	<p>"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité</p> <p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage</p> <p>Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul</p>	.
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.	Accès interdit à la zone de travail
Engins et matériels	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de la consignation des réseaux avant tous travaux de sciages ou de carottage, demande des PV de consignation avant le début des travaux	Dans le cas d'intervention simultanée d'autres entreprises, celle-ci ont à prévoir pendant les phases sciages et carotages la mise en oeuvre d'éclairage de leurs zones de travaux
Chute d'objets, éclats	Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Chute d'objets, éclats	Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect du balisage en place
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistances et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Rupture, effondrement	Avant l'exécution des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux de curage devra notamment : - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. L'entreprise chargée des travaux de curage devra veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe devra être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux devra assurer la protection de son personnel contre les risque de chute de hauteur ; il devra, notamment : - choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ; - mettre en place des garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ; - condamner l'accès aux locaux comportant des ouvertures donnant sur le vide ; - mettre en œuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;</p>	
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p>	<p>Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.</p>
Inhalation poussières	<p>Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.</p>	.
Inhalation poussières	<p>Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.</p>	.
Multi danger	<p>Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)</p>	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>Utilisation d'échafaudage, et nacelle.</p> <p>Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.</p> <p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.</p> <p>L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.</p>	
Travail isolé	<p>Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.</p>	
Amiante	<p>Prédiagnostic amiante avant travaux référencé 4834686 en date du 13/11/24 établi par QUALICONSULT IMMOBILIER : présence d'amiante.</p> <p>Des investigations complémentaires sont à faire réaliser (voir page 6 du DAAT).</p> <p><u>En cas de présence / découverte d'amiante :</u></p> <p>L'entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>amiante avant travaux</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.

Séquence : 2 - Infrastructure

GROS OEUVRE-DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	
Engins et matériels	Réalisation des plateformes de l'opération avec une surlageur périphérique stabilisée de 3,00m, pour permettre les interventions depuis au moyen de nacelles, échaudages....	Réception des plateformes périphériques avant intervention et/ou installation d'équipements.
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	.
Amiante	<u>En cas de présence / découverte d'amiante :</u> L'entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise : - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.

Séquence : 3 - Elévation

GROS OEUVRE-DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la	Respecter le balisage au sol.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	maitrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur • treillis soudés pour les petites trémies et signalisation • pose des escaliers définitifs à l'avancement	Respect des protections collectives Port des EPI.
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...).	
Chute d'objets, éclats	Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)." Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière)Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Manutention manuelle	Etude et mise en œuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques. Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages.	.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Travail en hauteur	Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004. Utilisation d'échafaudage, et nacelle. Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles. Respect des balisages et signalétiques mis en place. Port des EPI adaptés aux travaux. Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours. Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.	Respect des protections collectives installés par le gros oeuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.</p> <p>L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.</p> <p>Mise en place de protections collectives en rives de dalles, gaines, fosses, ouvertures, quais, etc...</p>	
Travail en hauteur	<p>Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps</p>	Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.

FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<p>"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité</p> <p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage</p> <p>Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul</p>	.
Engins et matériels	<p>Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage.</p> <p>Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation</p>	.
Engins et matériels	<p>Grue mobile : Balisage des zones de levage</p> <p>Grue mobile ou grutier équipé d'un anémomètre Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges</p> <p>Engins : Bip de recul Gyrophare sur engin</p> <p>Nettoyage des zones</p> <p>Circulations piétons dissociées des circulations engins.</p>	Porter un gilet réfléchissant. Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.
Déplacement de plain-pied	<p>Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.</p>	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	Respecter le balisage au sol.
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables.	Consultation du bulletin météo
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements

Séquence : 4 - Clos couvert

ETANCHEITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	Respecter le balisage au sol.
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Balisser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.
Engins et matériels	Grue mobile : Balisage des zones de levage Grue mobile ou grutier équipé d'un anémomètre Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Engins : Bip de recul Gyrophare sur engin Nettoyage des	Porter un gilet réfléchissant. Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	zonesCirculations piétons dissociées des Matériel enginisé à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.	veilleront à organiser les levages Pas de coactivités simultanées. proximité du matériel.
Chute d'objets, éclats	Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler Maintien des protections collectives en toiture mises en place par lors de la pose de le charpente.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés.Porter un gilet réfléchissant
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute d'objets, éclats	Toiture bac acier : Gestion des déchets de découpe. Neutralisation de la zone au sol	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Chute d'objets, éclats	Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol.Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Avertir l'ensemble des acteurs du chantier lors des réunions hebdomadaires de toutes actions de grutage de manière à coordonner et à mutualiser la grue avec plusieurs acteurs. Isoler les zones d'emprises en tenant compte d'un périmètre de chute - liaison radio et personnel au sol si nécessaire.	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Bactéries, virus, parasites	Port des protections respiratoires	Port des protections respiratoires
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage.Ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun, définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité...
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Travail en hauteur	Protections collectives en périphérie des toitures Filets en sous-face de charpente. Accès par tour d'accès	
Produit inflammable	Extincteur au poste de travail	

FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	Respecter le balisage au sol.
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Engins et matériels	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots

MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Chute d'objets, éclats	Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures
Travail en hauteur	Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004. Utilisation d'échafaudage, et nacelle. Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles. Respect des balisages et signalétiques mis en place. Port des EPI adaptés aux travaux. Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours. Les échafaudages doivent être montés ou	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995. L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès. L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.	
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	Respecter le balisage au sol.

METALLERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Travail en hauteur	Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004. Utilisation d'échafaudage, et nacelle. Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles. Respect des balisages et signalétiques mis en place. Port des EPI adaptés aux travaux. Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours. Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995. L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès. L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.	
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures
Chute d'objets, éclats	Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084)	Respecter le balisage au sol.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols.</p> <p>- Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.</p>	

Séquence : 5 - Second œuvre

ELECTRICITE et RESEAUX

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>Utilisation d'échafaudage, et nacelle.</p> <p>Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.</p> <p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.	
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	.
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être en possession d'une autorisation de conduite et du CACES adapté à l'engin.	Respecter le balisage au sol.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail	.
Travail en hauteur	La pose des garde-corps doit se faire depuis l'intérieur si possible, en conservant les protections collectives posées par le lot gros œuvre.	.
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Engins et matériels	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer que les coffrets électriques provisoire en place répondent aux normes électriques l'installateur devant fournir des attestations de conformité conformément au Décret de 88 relatif à la protection des travailleurs.	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols. - Le personnel utilisant les engins doivent être	Respecter le balisage au sol.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>en possession d'une autorisation de conduite des PCAE datant du 1^{er} 09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>Utilisation d'échafaudage, et nacelle.</p> <p>Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.</p> <p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.</p> <p>L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.</p>	
Travail en hauteur	<p>Le système obturant la trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées</p> <p>Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau.</p> <p>Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage si nécessaire.</p>	.
Chute d'objets, éclats	.	Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de Gros OEuvre soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives de ces ouvrages. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

Le lot GROS OEUVRE doit la mise en place de protections collectives par potelets en périphérie des planchers avant dépose des menuiseries par le lot désamiantage. Ces protections collectives devront être installé de manière à permettre la mise en place des MOB sans retrait de ces protections collectives.

Le lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE doit la mise en place de protections collectives au niveau des baies de MOB. Ces protections collectives devront être installé de manière à permettre la mise en place des MENUISERIES EXTERIEURES sans retrait de ces protections collectives.

L'entreprise du lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE doit convenir, avec le lot métallerie, de systèmes de garde-corps provisoires sur les les balcons et les escaliers, qui doivent être

maintenus jusqu'à la pose des ouvrages définitifs.

- La maintenance des protections collectives sera réalisée par l'entreprise de Gros OEuvre pour ces ouvrages et par le lot CHARPENTE - MUR A OSSATURE BOIS - MENUISERIES EXTERIEURES pour ces ouvrages. Toute entreprise qui réalise une structure doit l'installation de la protection collective adaptée permettant l'intervention de son personnel en sécurité et celle des autres corps d'état. Elle en assure également le maintien et l'entretien.

Le lot terrassements généraux doit la mise en place de dispositifs chasse roue type merlon ou autre afin de sécuriser la circulation des véhicules en tête de fouilles et de talus.

Le lot GROS OEUVRE doit la mise en place des protections face au vide nécessaires au montage des agglos.

Le lot ETANCHEITE devra prévoir la mise en place de sécurité collective provisoire en périphérie de chacune de toitures et les maintenir jusqu'à réception des équipements techniques des lots secondaires.

Le lot GROS OEUVRE doit la mise en place de protections collectives permettant l'activité des autres corps d'état en maintenant la sécurité de façon continue

L'entreprise de gros oeuvre est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives attenantes aux bâtiments et à leurs abords pendant toute la durée du chantier.

Pour les réservations autres que les gaines d'ascenseurs, gaines de ventilation ou d'extraction maçonnées, l'entreprise met en place un treillis soudé de maille 100mm x 100mm et d'un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage) ; un autre système de protection peut être proposé par l'entreprise gros oeuvre.

La découpe du treillis soudé et la modification du dispositif d'obturation est à la charge de l'entreprise qui utilise la réservation et qui, dès lors, prend la responsabilité de la trémie jusqu'à son obturation définitive.

L'ensemble des trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80m devra être protégés au moyen de garde-corps complets (lisse à 1m de hauteur, sous-lisse à 0,50m en plinthe 0,10m).

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place. L'entreprise devra définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle mettra en place

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositif nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.

- Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.

- Le Coordonnateur SPS sera informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.

- Priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,

- Tous les éléments en cours d'assemblage devront être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur et feront l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et

le coordonnateur SPS.
Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Le lot FACADE A OSSATURE BOIS – BARDAGE METALLIQUE doit la mise en place et la mise à disposition TCE des moyens d'intervention en hauteur sur les façades. Il sera notamment recherché une mise en commun avec le lot couverture pour sécuriser les travaux en toitures et menuiseries EXT. Ces moyens feront l'objet d'un projet visant à définir le plus adapté pouvant conduire à la création d'un lot Echafaudage.

Les moyens seront installés et contrôlés conformément à la réglementation.

Le lot ETANCHEITE devra la mise en place d'une tour escalier pour accès en toiture.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou

plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation

de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre

sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la

fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

L'entreprise de Gros OEuvre organise la gestion des déchets (tri des déchets) suivant la réglementation en vigueur. Elle assurera la mise à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante ainsi que l'évacuation des gravois en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer et de trier l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes sélectives par tout moyen adapté ; l'évacuation par les trémies, les baies et les fenêtres, est interdite sauf si des goulottes sont utilisées.

En cas de manquement d'une entreprise, le Coordonnateur peut demander au Maître d'ouvrage de faire procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Le brûlage des matières est interdit sur le chantier.

Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fait son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués, suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité NF T 01-100 qui sera insérée dans son PPSPS.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de Gros Œuvre organise la gestion des déchets (tri des déchets) suivant la réglementation en vigueur. Elle assurera la mise à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante ainsi que l'évacuation des gravats en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et

d'acheminer et de trier l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes sélectives par tout moyen adapté ; l'évacuation par les trémies, les baies et les fenêtres, est interdite sauf si des goulottes sont utilisées. En cas de manquement d'une entreprise, le Coordonnateur peut demander au Maître d'ouvrage de faire procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Le brûlage des matières est interdit sur le chantier.

Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fait son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués, suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité NF T 01-100 qui sera insérée dans son PPSPS.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les travaux ne doivent pas générer de risque pour les personnes se trouvant dans l'environnement de celui-ci. Les entreprises mettront en œuvre toutes les mesures nécessaires à la protection des activités du site.

Les entreprises en tiennent compte dans leurs études, modes opératoires, et en particulier dans la gestion des approvisionnements, le déchargement des matériels et matériaux, l'acheminement jusqu'aux zones de chantier, les évacuations de gravats, le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords du chantier.

Les entrées et sorties des véhicules se font sous la protection d'un chef de manœuvre qualifié, et de toute les manières en respectant le code de la route.

L'activité de production du site se poursuit durant l'exécution du projet et ne doit pas subir de nuisance de la part du chantier.

- Toute occupation des voies du site est interdite
- Toute emprise hors zone dédiée est interdite
- Toute intrusion et circulation dans l'établissement hors zones dédiées et sans autorisation sont interdites.
- Les livraisons volumineuses devront être déclarées au préalable au Maître d'œuvre, livraisons à décaler en fonction des flux d'entrée et sorties du personnel et des étudiants

La présence des usagers de l'établissement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement est à prendre en compte en permanence et pour toutes les activités. Aucune négligence n'est possible.

Pour les interventions dans les locaux occupés (hors zone chantier close)

- Protection des sols et murs à assurer
- Circulation dans l'établissement avec des chaussures et vêtements propres.
- Aspiration des poussières et non balayage
- Rédaction de fiches d'intervention par anticipation pour gérer les interactions
- Rédaction de permis feux pour tous travaux par points chauds (avec le responsable de la maintenance)
- Signature du cahier de présence matin et soir au niveau de l'accueil, récupération d'un badge. Le personnel devra être en tenue identifiable
- Attestation de consignation des réseaux à établir
- Attestation à diffuser aux autres entreprises, Maître d'oeuvre, Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.
- Bruits et vibrations à éviter et à organiser
- Ne pas fumer dans l'établissement.
- Manutentions intérieures et extérieures à organiser.
- Circulations extérieures à maintenir libres

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- Plan de prévention de l'établissement à réallier
- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- La limitation de vitesse à l'intérieur de l'établissement est fixée à 10km/h
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en oeuvre actuelles,
- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le poste de garde de l'établissement,
- Les voies pompier doivent rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Evacuation du chantier . . .)

Se conformer à la procédure . . .

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

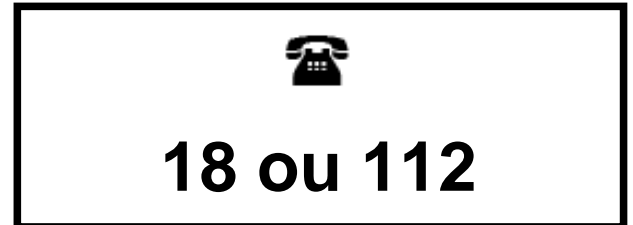
7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 44/NANTES ECN BATIMENT B RENOV

Adresse : 1 RUE DE LA NOE 44300 NANTES

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

8. CISSCT

8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_METAH
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Silice
- DHOL 1